

CHILI : VICTOIRE DE GABRIEL BORIC...

Lequel s'est prononcé pour la suppression du système de retraites privé¹

LE SOIR du 2^e tour des présidentielles, le 19 décembre dernier, le peuple chilien est descendu dans la rue par centaines de milliers pour saluer sa nette victoire face au pinochétiste Kast.

Les manifestations se multiplient sans attendre la prise de fonctions de Boric en mars 2022, aux cris de « No mas AFP » (nous ne voulons plus des AFP). C'est que la question des retraites et les mobilisations massives sont pour beaucoup dans le changement politique en cours. La chute de la dictature n'a pas amélioré, en effet, les conditions de vie de l'immense partie de la population. La politique des Chicago boys et du FMI, champions des privatisations, s'est poursuivie.

RETOUR À 2016

Le 21 août, un million et demi manifeste contre le système par capitalisation individuelle mis en place par Pinochet, géré par 6 AFP qui ont alimenté le « miracle économique chilien » et ruiné les retraité·es. Fin septembre-début octobre, une consultation nationale recueille plus de 990 000 voix (sur 18 millions d'habitant·es) pour en finir avec les AFP, pour un système de

retraites public par répartition, pour une vraie sécurité sociale, suivie d'une manifestation monstre le 4 octobre à Santiago.

À l'époque, les AFP gagnaient 70 milliards \$ par an, quand sur trois pesos cotisés, un seul était versé en pension de retraite. Le reste allait dans les grandes entreprises faisant du Chili un paradis pour le capital financier et un des pays les plus inégalitaires du continent.

DE 2019 AUX ÉLECTIONS DE 2021

En octobre 2019, l'augmentation du ticket de métro de 30 pesos déclenche une mobilisation dans tout le pays dénommée « Estallido social », partie des étudiant·es au cri de « *non son 30 pesos, son 30 anos* », « ce n'est pas 30 pesos, c'est 30 ans [de misère et de répression] ».

Des manifestations massives sont appelées par l'« Unité sociale » regroupant syndicats et associations - dont la Coordination « No mas AFP »-. Les élections de mai 2021 chargent les député·es de rédiger une nouvelle Constitution (celle de Pinochet est toujours en vigueur). La Bourse chute de 9,21 %. Le FMI propose de reculer l'âge

de départ à la retraite, d'augmenter le taux de cotisation pour faire monter le « taux de remboursement » de 30 % à 50 % (sic).

Le porte parole de « No mas AFP », Luis Mesina, dirigeant syndicaliste des banques, a alors déclaré « *On ne peut pas parler d'une nouvelle Constitution si on n'élimine pas les AFP, si on ne crée pas un système de retraites public et solidaire* ».

EN FRANCE

Les fonds spéculatifs et les assurances sont à l'affût quand bien même Macron n'a pas réussi à faire passer sa « réforme » des retraites avant la fin de son mandat. En octobre 2019, *Libération*, sur son site Internet, rapportait que « *les représentants du plus grand fonds d'investissement au monde, très intéressés par la loi Pacte et le réforme des retraites, ont déjà rencontré à plusieurs reprises le président de la République mais aussi Jean-Paul Delevoye* ». Ce fonds « d'investissement », c'est Black Rock (USA) qui gère 10 000 Mds \$ (plus de trois fois le PIB français), présent au Chili pour 40 Mds \$. Cette hydre financière est agréée en France auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et possède 5 % d'ORPEA, entre autres.

Partout les régimes de retraite solidaires sont menacés. Les plus grandes batailles sont devant nous, organisons autour de nous. Le peuple chilien nous donne un exemple vivant de sa volonté de reconquête.

Après le 2 décembre 2021, le 24 mars 2022 !

Philippe Bouyries

¹ Institutions privées administratrices de fonds de pension, dites AFP. Voir Le Lien n°189, p 23, nov 2016 et n°189, p 22, déc 2017.

